



LES FAITS MARQUANTS DE LA REUNION INTERREGIONALE SUR LES PEID: LUNDI 26 JANVIER 2004

La Réunion Préparatoire Interrégionale de la Revue Décennale du Programme d'Action pour le Développement Durable des Petits États Insulaires en Développement (PEID) s'est ouverte aujourd'hui à Nassau, aux Bahamas. Le matin, les participants ont assisté à la cérémonie inaugurale, qui a englobé une allocution de bienvenue, plusieurs déclarations d'ouverture et une déclaration thème. Ils ont également élu le Président de la Réunion, les membres du Bureau et le comité de rédaction. Les participants ont, en outre, entendu des déclarations de ministres et autres chefs de délégation. L'après-midi, les participants ont tenu deux groupes de discussions sur les nouveaux défis et les questions émergentes, et sur la mise en œuvre des Stratégies Nationale de Développement Durable (SNDD). Dans la soirée, le comité de rédaction s'est réuni pour entamer l'examen du projet de texte de la Stratégie de la Suite de la Mise en Application du Programme d'Action de la Barbade (PAB).

CEREMONIE D'OUVERTURE

Marcus Bethel, Ministre de la Santé et de l'Environnement des Bahamas, a souhaité à tous les participants, la bienvenue à la réunion, qui, a-t-il indiqué, finalisera la stratégie mondiale des PEID, forgera les priorités communes, et élaborera le plan devant définissant les liens des PEID avec la communauté internationale.

Parlant au nom du Président du G-77/Chine, Jamal Nasser Al-Bader, du Qatar, a déclaré que l'évaluation de la mise en œuvre du PAB devrait englober les questions socioéconomiques émergentes, et a affirmé que cette réunion représente une occasion unique, pour les PEID, de créer une nouvelle vision de l'avenir.

José-Antonio Ocampo, Sous-secrétaire Général des Nations Unies, chargé du Département des Affaires Économiques et Sociales (DAES), a décrit les entraves structurelles auxquelles les PEID se trouvent confrontés, en raison de la petitesse de leur taille, de la limite de leurs ressources, de leur isolation et de leur vulnérabilité. Il a exprimé l'engagement du DAES en faveur des PEID, souligné l'importance de la poursuite de l'édification sur les résultats des réunions régionales, et a mis en exergue la valeur de la réalisation des objectifs établis dans le Plan d'action 21, dans le PAB et dans le Plan de Mise en Application de Johannesburg (PMAJ). Il a enfin mis en relief l'urgence des questions soulevées aux groupes de discussions.

Anwarul Chowdhury, Secrétaire Général de la Réunion Internationale, a encouragé une focalisation sur l'environnement, le commerce international, le financement, la gouvernance et le renforcement des capacités à travers des partenariats forts et une coopération authentique. Il a déclaré qu'une attention doit être accordée aux questions émergentes, notamment, le VIH/SIDA, l'utilisation des technologies de l'information, l'accès au marché, et les questions de sécurité, et a souligné la nécessité d'une stratégie efficace pour le suivi. Chowdhury a exhorté les délégués à faire preuve de réalisme et de d'esprit pratique, de manière à permettre la concrétisation du soutien international et de la mise en œuvre, et a souhaité voir les travaux refléter le fait que les PEID sont des petits États insulaires dotés de grandes potentialités.

Rajesh Bhagawan, ministre mauricien de l'environnement et de l'unité chargée du développement national, parlant au nom de l'Alliance des Petits États Insulaires (AOSIS), a souligné l'impor-

tance de l'élaboration d'une position commune des PEID, apte à servir de plate-forme pour les négociations de la Réunion Internationale. Il a appelé à des résultats tournés vers l'action, et a identifié le besoin de traiter des nouveaux défis et des questions émergentes, dont, entre autres, la bonne gouvernance, la sécurité, le commerce et l'investissement, la santé, l'instauration d'environnements favorables aux échelons national et régional, le renforcement durable des capacités, les ressources financières, les partenariats, et l'information au service des processus décisionnels.

Børge Brende, ministre norvégien de l'environnement, de la Norvège, Président de la 12^{ème} session de la Commission du Développement Durable, a déclaré que la Réunion Internationale doit créer une nouvelle plate-forme pour les PEID et la communauté internationale. Il a précisé que le processus fournir une inspiration à l'action internationale, engendrer davantage de volonté politique, et déterminer un ensemble clair de priorités.

Julian Hunte, ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur de Sainte Lucie et Président de la 58^{ème} session de l'assemblée générale de l'ONU, a déclaré que la réunion doit donner une nouvelle dynamique au développement durable des PEID, ce qui ne peut être fait que si les participants présentent des études précises des questions prioritaires. Il a affirmé que l'action, aux échelons national et régional, est importante, mais qu'elle reste, à elle seule, insuffisante pour résoudre les questions cruciales, comme celles de l'accès aux marchés, des catastrophes naturelles et du VIH/SIDA.

Dans sa déclaration-thème, Perry Christie, Premier Ministre des Bahamas, a indiqué que les exigences en compétition inscrites à l'ordre du jour politique, requièrent un équilibrage des priorités. Il a précisé qu'une bonne approche, un bon degré d'engagement et un bon esprit sont indispensables dans les rangs des participants pour permettre une amélioration de la prise de conscience de l'importance des questions examinées, et qu'une attention particulière au renforcement des capacités des pays à améliorer la gouvernance est tout aussi indispensable.

PLENIERE

Au cours de la Plénière du matin, les participants ont élu, par acclamation, les Bahamas, Président de la Réunion, et un Bureau ayant pour membres, Belize, l'Île Maurice et Tuvalu. Un comité de rédaction, chargé d'élaborer le projet de Stratégie pour la Suite de la Mise en Œuvre du PAB, pour considération par la Plénière, jeudi après-midi, a également été élu par acclamation. Ce comité de rédaction comprend: la Barbade, Belize, le Cap Vert, Cuba, Kiribati, l'Île Maurice, la Papouasie Nouvelle Guinée, les Seychelles et Tuvalu. Après avoir été informé que les services d'interprétariat seront disponibles la journée suivante, les délégués ont adopté l'ordre du jour provisoire.

Au terme de l'examen des questions organisationnelles, les participants ont entendu les déclarations des ministres et des chefs de délégation. BELIZE a parlé des progrès accomplis depuis l'adoption du PAB et a mis l'accent sur les nouveaux défis et sur les difficultés permanentes posées aux PEID, notamment, la pauvreté, la limite des capacités, et la vulnérabilité économique. Il a déclaré que la Réunion Internationale doit aboutir à l'attraction de l'investissement extérieur et à l'édification de partenariats. Tuvalu, parlant au nom du FORUM DES ILES DU PACIFIQUE, a déclaré que la Réunion Internationale doit se focaliser sur la création d'un système de commerce international plus équitable, de nouveaux

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Alice Bisiaux <alice@iisd.org>; Lauren Flejzor <lauren@iisd.org>; Prisca Nuengsigkapan <prisna@iisd.org>; Richard Sherman <rsherman@iisd.org> et Hugh Wilkins <hugh@iisd.org>. Edition numérique: Leila Mead <leila@iisd.org>. Version française: Mongi Gadhoun <mongi@iisd.org>. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service Information: Langston James Goree VI <kimo@iisd.org>. Les principaux bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: Le gouvernement des États-Unis (à travers le Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales du département d'État américain), le gouvernement du Canada (à travers l'ACDI, DFAIT et Environnement Canada), l'agence suisse de l'environnement, des forêts et des paysages (SAEFL), le Royaume-Uni (à travers le DFID et DEFRA), le ministère danois des affaires étrangères, et le gouvernement allemand (à travers les ministères de l'environnement (BMU) et de la coopération pour le développement (BMZ)). Un soutien général a été accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2004, par: le PNUÉ, le gouvernement australien, le ministère fédéral autrichien de l'agriculture, des forêts, de l'environnement et de la gestion des eaux, les ministères suédois de l'environnement et des affaires étrangères, le ministère danois des affaires étrangères, Swan International, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), le Ministère nippon de l'économie, du commerce et de l'industrie (à travers GISPRI). La version française est financée par le ministère français des affaires étrangères et l'IEPF/OIF. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés uniquement dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tous renseignements, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service d'Information de l'IIDD, à <kimo@iisd.org>, +1-212-644-0217 or 212 East 47th St. #21F, New York, NY 10017, USA.



partenariats, d'une coopération régionale améliorée, d'objectifs inscrits dans un calendrier précis, ainsi que sur les questions émergentes telles que celles du VIH/SIDA et de la pauvreté.

GROUPES DE DISCUSSIONS

LES NOUVEAUX DEFIS ET LES QUESTIONS EMERGENTES: INTEGRATION DES IMPERATIFS DU DEVELOPPEMENT HUMAIN ET SOCIAL: Le modérateur du Groupe, Cletus Springer (Sainte Lucie), a souligné la nécessité d'une grande focalisation sur un développement humain qui traite des questions des moyens de subsistance durables, de la réduction de la pauvreté, de l'accès aux soins de sanitaires, du logement et de l'emploi.

Douglas Slater, Saint Vincent et Grenade, a parlé des questions de santé, soulignant le besoin d'avoir des populations saines pour s'assurer du développement durable. Il a décrit les problèmes et les menaces, tels que le VIH/SIDA, le SARS, le Virus du Nil occidental, les nuisibles agricoles, et d'autres questions, comme celles des OGM, de l'assainissement, des décharges des déchets solides et liquides, et de la production et de l'utilisation illicites de la drogue. Slater a également évoqué les questions de vulnérabilité sociale, notamment, l'émigration, la pauvreté, la sécurité et le crime, et le déclin culturel.

Au sujet de la question de l'égalité des sexes, Moelagi Jackson, Samoa, a appelé à un engagement plus important des femmes dans les débats et les négociations autour des PEID. Au sujet du renforcement des capacités, elle a encouragé la réforme des programmes universitaires pour s'assurer que les étudiants des PEID reçoivent un enseignement ayant rapport avec les problèmes des PEID. Au sujet de la pauvreté, elle a souligné le besoin de se focaliser sur la santé et l'éducation et de s'assurer que les insulaires seraient consultés. Au sujet de la vulnérabilité, elle a souligné la nécessité d'améliorer les capacités de résistance à travers le soutien des agences de secours et la création de murs marins.

Desiree Cox, Bahamas, a parlé des questions de renouvellement urbain, mettant l'accent sur les voies et moyens d'encourager les populations à "s'y inscrire" et a adopté les programmes de développement communautaires. Elle a souligné la nécessité de créer des moyens de subsistance durables, d'améliorer les liens de communication pour l'expression des besoins communautaires, et d'être à l'écoute du niveau communautaire, pour le renforcement du renouvellement et de la promotion des milieux urbains.

Amena Yauvoli, du South Pacific Regional Environment Programme (SPREP), a parlé de la mise en place de mesures visant à accroître la résistance des PEID aux changements climatiques, et a souligné l'importance du traitement des questions de la gestion des littoraux et de la ratification du Protocole de Kyoto. Il a également souligné la nécessité d'un renforcement des capacités, et d'un traitement préférentiel particulier, pour les PEID, au sein de l'OMC.

Terence Jones, du PNUD, a évoqué les questions ayant trait à l'instauration d'environnements opérationnels favorable. Il a affirmé que les ODM fournissent un cadre pour le développement humain et la durabilité, et a souligné l'importance d'une attention aux larges objectifs décrits dans la Déclaration du Millénaire, en particuliers, ceux ayant trait à la sécurité humaine.

Le Débat: Les participants ont débattu d'un certain nombre de questions, et notamment: de la migration, à grande échelle, des enseignants, des infirmiers et autres des PEID; des programmes nationaux cubains pour l'éradication de l'analphabétisme et pour la formation des médecins et autres praticiens de la santé; des avantages des politiques communautaires; des manières de procéder à des échanges d'informations, de personnels et d'équipement, pour aider les PEID à mieux faire face aux défis posés à la sécurité; et du besoin d'une meilleure planification à long terme.

MISE EN ŒUVRE DES STRATEGIES NATIONALES DE DEVELOPPEMENT DURABLE: Le modérateur John Briceño, Belize, a appelé à une reconnaissance des aspects économiques et sociaux du développement durable, et a encouragé les panélistes à traiter des voies et moyens d'intégrer le développement durable dans la planification gouvernementale.

Sateaved Seebaluck, Ile Maurice, a déclaré que le développement durable ne doit pas être appréhendé uniquement dans le contexte de l'environnement, si l'on veut qu'il soit intégré dans les processus décisionnels nationaux. Il a appelé à l'établissement de correspondants nationaux du PAB, et à la pleine participation de la société civile dans la planification gouvernementale.

Elizabeth Thompson, Barbade, a souligné la nécessité d'engager les ministres des finances et de faire passer, à travers toute la société, l'idée que les questions environnementales ont des retombées financières avantageuses et que les effets de la dégradation environnementale, affectent directement les personnes. Elle a encouragé les PEID à diversifier leurs économies, à entreprendre des évaluations de la durabilité, et de promouvoir les programmes communautaires qui ont un impact positif.

Peter Tong, Kiribati, a souligné la valeur: de la consultation des communautés, de l'administration, de la société civile et du secteur privé; de l'intégration des priorités et des ODM dans les documents de planification; et de l'harmonisation des plans avec les intérêts des donateurs.

Franklin McDonald, de la Jamaïque, a déclaré que les SNDD requièrent la création de mécanismes institutionnels appropriés. Il a souligné la nécessité des échanges d'informations, de l'édification de partenariats, d'un apprentissage à partir des processus participatifs, de l'engagement des parties prenantes, de l'accroissement de la coopération Sud-Sud, et des échanges d'expériences.

Bikenibeu Paeniu, Tuvalu, a déclaré que le PAB doit être appliqué comme modèle de développement des PEID et qu'il doit être entièrement intégré dans les processus nationaux de développement.

Christopher Corbin, Sainte Lucie, a souligné l'importance de l'établissement d'objectifs de développement nationaux clairs, et du classement des questions prioritaires. Faisant état de l'échec subi par l'approche sectorielle, il a indiqué que les modalités régissant l'aide au développement doivent être réexaminées de manière à traiter des domaines intersectorielles.

Alvaro Umana, PNUD, a souligné qu'en 2005, la communauté internationale procédera à l'évaluation de la mise en application des ODM, et devrait avoir complété les objectifs du PMAJ ayant trait aux SNDD et aux stratégies de gestion intégrée des ressources en eau. Il a indiqué que les SNDD doivent être basées sur les besoins du pays, doivent être participatifs et doivent inclure un processus de débat et d'analyse. Il a également mis en relief, la nécessité, pour les SNDD, de se focaliser sur le cadre WEHAB et lui accorder une priorité.

Le Débat: Dans le débat qui a suivi, les participants ont débattu de la nécessité: de définir le terme "société civile"; de traiter du rôle des femmes; de mieux intégrer les questions de développement durable dans les programmes universitaires; de développer le leadership et d'impliquer les jeunes, à l'échelon national; d'impliquer la société civile, à tous les niveaux des SNDD; de s'assurer de l'adéquation des ressources pour les questions prioritaires du développement durable; de fournir une assistance technique pour la mise en œuvre des SNDD; d'améliorer la compréhension des SNDD à l'échelon national; d'améliorer la communication entre les agences nationales; et de renforcer la valorisation économique du développement durable.

DANS LES COULOIRS

Nonobstant les tentations d'un ciel ensoleillé au paradis, la première journée de la réunion interrégionale des PEID a vu une assistance nombreuse et les couloirs ont bourdonné d'activités. Si la teneur des délibérations des groupes de discussion et des échanges effectués dans les couloirs devait être retenu comme indicateur, on a de quoi penser qu'à l'avenir, le PAB aura une focalisation plus importante sur les piliers économique et social du développement durable. Plusieurs délégués ont souligné la nécessité d'aller au-delà de la dimension environnementale du développement durable et d'impliquer un éventail plus large de ministères dans les processus d'évaluation et de mise en œuvre.

Bien que non encore finalisé, le projet de texte des positions régionales, distribué à la Plénière, laisse déjà voir que la "liste des desiderata" s'est allongée par rapport à ce qu'elle était dans les premiers rapports des réunions régionales. Plusieurs participants issus des PEID, de la communauté des donateurs et des OIG ont fait état de la priorité devant être accordée à ces sujets. Alors que les PEID peuvent s'entendre sur de nombreux points, certaines divergences demeurent et les régions sont désormais chargées de relever le défi consistant à établir un ensemble clair de priorités communes, d'ici la fin de la semaine.

A SUIVRE AUJOURD'HUI

PLENIERE: Les délégués se réuniront à partir de 9h, pour entendre les déclarations des ministres et autres chefs de délégation.

GROUPES DE DISCUSSIONS: Un groupe de discussion sur le thème de "L'amélioration de la compétitivité: commerce, finance, entrepreneuriat et partenariat" aura lieu de 13h à 15h30. Un autre, sur le thème de la "Promotion de la diversité culturelle, le développement des industries culturelles et de l'habilitation des jeunes" commencera à 16h.

COMITE DE REDACTION: Le comité de rédaction se réunira dans la matinée et dans la soirée pour poursuivre ses délibérations autour du projet de Stratégie.

ATELIERS-SEMINAIRES: Organisés par Institute@SIDS, un atelier sur le thème "Comment édifier des partenariats efficaces" se tiendra de 10h à 13h, et un autre, sur le thème "Principes et pratiques de la micro-finance" se déroulera de 15h à 18h, tous deux dans la Salle 'Arawak B'.